

BRUXELLES FACE À LA HOULE EN MÉDITERRANÉE

Réformes

Depuis, au moins, le jasmin de Tunis, le centre de gravité, au sens grave du terme, a bougé en Europe. Il ne se situe nulle part ailleurs qu'en Méditerranée, en mer d'Ulysse, celle de Raïs Hamidou et, hélas, de Moubarak, Ben Ali, Gueddafi et tant d'autres dictateurs de la grande bleue.

De notre bureau de Bruxelles
Aziouz Mokhtari

Beaucoup d'événements majeurs s'y déroulent. La Grèce en quasi faillite générale, suivie de près par l'Espagne et le Portugal dans le palmarès des

pays à l'avenir incertain, noir ; les évolutions en dents de scie en Égypte et en Tunisie ; l'issue en Libye où l'équation est à plusieurs inconnues (seul le départ une main devant et une main derrière de Gueddafi est écrit, certain).

A quelques miles, la situation n'est guère plus reluisante, ni plus claire. Syrie, Israël, Ghaza, Ramallah, Liban, Golan, tout est imbrigué, lié, inextricable.

Les peuples devenus plus citoyens que consommateurs ne gobent plus les mensonges et les contre-vérités. Des signes avant-coureurs indiquent des bouleversements d'ampleur inimaginable en mer Méditerranée. Exemples pris dans le tas. En Israël, les gens refusent, tous les sondages l'in-

diquent, la feuille de route guerrière, anti-Etat palestinien de B. Netanyahu. Les Israéliens veulent désormais la paix. En Égypte, les citoyens de ce pays, ils méritent, désormais, l'appellation, somment les militaires de ne pas trop s'attarder au pouvoir. Ils exigent de la grande muette un calendrier précis pour les élections à tous les niveaux.

A quelques pas de chez nous, les Tunisiens s'apprêtent à traduire en justice le couple Ben Ali-Trabelsi et les Libyens à se

défaire de Gueddafi. Seule certitude, pour le moment, elle est d'ordre philosophique et c'est Voltaire qui nous l'enseigne : «Je ne puis penser que cette horloge existe et n'ait point d'horloger».

Plus simple : «Ma yesslak ghir touil laâmar» (ne trouvera le salut que celui qui est destiné à vivre longtemps).

Et pour vivre longtemps, il faut engager des réformes. Sérieuses. Déchirantes. Bouleversantes

A. M.

SYRIE

Des ONG demandent au procureur de la CPI une «analyse préliminaire»

Des ONG et des juristes syriens ont annoncé avoir formellement demandé hier au procureur de la Cour pénale internationale (CPI) de mener une «analyse préliminaire» de la situation en Syrie, affirmant que le régime syrien a commis des crimes contre l'humanité.

«Nous demandons au procureur de mener une analyse préliminaire des crimes commis par le régime syrien», a déclaré à l'AFP Yaser Tabbara, un avocat membre de l'organisation de défense des droits civiques des musulmans Cair, basée aux Etats-Unis.

M. Tabbara faisait partie d'une délégation qui s'est rendue hier à la CPI, à La Haye, pour déposer une «communication» au bureau du procureur.

Plus de 1 100 civils syriens ont été tués par le régime de Damas depuis le début du mouvement de contestation, selon M. Tabbara, qui assure que des «meurtres et tortures, c'est-à-dire des crimes contre l'humanité», ont été commis.

«Nous avons bien reçu la communication», a précisé à l'AFP Florence Olara, une porte-parole du bureau du procureur. «Maintenant, il faut voir si nous sommes compétents pour ces crimes, ce qui serait surprenant vu que la Syrie n'est pas un Etat partie au statut de Rome», le traité fondateur de la CPI.

Une cinquantaine de Syriens habitant aux Pays-Bas se sont par ailleurs réunis devant la CPI, a constaté un journaliste de l'AFP. Ces manifestants, certains portant un drapeau syrien sur le dos, ont demandé la fin des violences dans leur pays d'origine et l'arrestation du président syrien.

«Nous voulons Bachar à La Haye maintenant !», «Arrêtez le boucher», pouvait-on lire sur un panneau brandi par l'un d'eux.

«Le but de notre démarche ici devant la CPI, c'est de mettre la pression sur le régime», explique à l'AFP Kawa Rashid, 38 ans, un des Syriens présents à La Haye. «Si le procureur mène une analyse préliminaire, il y aura cette pression.»

La CPI, entrée en fonction en 2002, est le premier tribunal international permanent chargé de juger les auteurs de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre.

IRAK

L'armée américaine attaquée pour empêcher le report de son retrait

L'attaque qui a provoqué lundi la mort de cinq militaires américains en Irak s'inscrit dans une campagne armée pour contraindre Bagdad et Washington à ne pas prolonger le mandat des forces américaines, qui s'achève à la fin de l'année, estimaient hier des experts.

A en croire l'armée américaine et une société privée de sécurité opérant en Irak, le pays est depuis quelques mois le théâtre d'un regain d'attentats, même si le niveau de violences demeure bien inférieur à celui des années 2006 et 2007.

Dans ce contexte, de nombreux responsables américains ont récemment exhorté Bagdad à se décider au plus vite sur une éventuelle demande de prolongation de la présence américaine, qui permettrait de répondre à l'impréparation des forces irakiennes.

«Le but de ces attaques est de faire pression sur l'administration américaine, via l'opinion publique américaine, pour qu'elle n'accepte plus la perte de soldats américains», a déclaré Hamid Fazel, professeur de sciences politiques à l'Université de Bagdad. L'armée américaine a indiqué que ses cinq militaires avaient été tués lundi «dans le centre de l'Irak», sans

plus de précision. Un responsable du ministère irakien de l'Intérieur a affirmé que trois roquettes avaient été tirées à l'aube sur une base de l'est de Bagdad où se trouvaient des soldats américains, mais il n'a pas pu dire si ces tirs étaient à l'origine des cinq décès. Lundi a été la journée la plus meurtrière pour l'armée américaine en Irak depuis mai 2009.

«Cette affaire va doubler la pression sur l'administration américaine pour qu'elle retire ses troupes dans les temps. D'une part car elle voudra répondre à la pression de son opinion publique, et d'autre part car elle souhaitera tenir une promesse faite à l'Irak», a déclaré M. Fazel. L'attaque n'a pas été revendiquée dans l'immédiat.

«Il y a beaucoup de groupes derrière les attaques contre les Américains et à ce stade, on ne peut dire quel est le principal», a déclaré sous couvert de l'anony-

mat à l'AFP un responsable du contre-terrorisme irakien.

«Mais le but de cette attaque est d'accélérer le retrait américain.» Au total, 4 459 militaires américains sont morts en Irak depuis 2003, selon un bilan de l'AFP se fondant sur le site internet icasualties.org.

Le commandant Angela Funaro, une porte-parole de l'armée américaine, a affirmé à l'AFP que les attaques contre les forces américaines s'étaient multipliées ces deux derniers mois. Elle n'a donné aucun chiffre pour étayer ses dires, mais souligné que le nombre d'attaques demeurait 10 fois inférieur à ce qu'il était au début 2007.

John Drake, un analyste de la société de sécurité AKE Group a indiqué que les violences étaient globalement orientées à la hausse, avec le mois dernier une moyenne supérieure à 10 attaques par jour contre quatre à cinq en janvier. Pour Ali al-Saffar, un expert irakien au sein d'Economist Intelligence Unit, basé à Londres, les insurgés pourraient intensifier leurs activités pour donner l'impression qu'ils

chassent les forces américaines. «Si les Américains sont en train de partir et que vous les attaquez, ça peut donner l'impression que vous êtes en train de les chasser», a-t-il dit. «Les insurgés jouent sur l'idée que les Américains, malgré leurs discours, n'avaient jamais eu la volonté de partir.»

Washington compte toujours 45 000 militaires en Irak, essentiellement engagés dans la formation et le conseil des forces irakiennes. Les Etats-Unis sont tenus par un accord bilatéral de retirer ce contingent à la fin de l'année.

Mais le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki a prôné un dialogue national pour trancher la question politiquement très sensible d'une éventuelle demande de prolongation de cette présence. Le retrait d'Irak était un des engagements de campagne du président américain Barack Obama, a rappelé M. Saffar.

«Il lui sera difficile de défendre un maintien de la présence américaine si le bilan des morts augmente.»

MALI

L'enquête sur le Boeing de la coke progresse malgré des «pressions»

L'enquête sur un Boeing 727 bourré de cocaïne ayant atterri en 2009 dans le nord désertique du Mali progresse avec l'inculpation à Bamako de trois personnes, dont deux Européens, malgré des «pressions» dans la gestion du dossier.

Les inculpations ont été révélées par le magistrat malien Sombé Théra, procureur au Pôle économique et financier de Bamako, une structure anti-corruption comprenant notamment un parquet, un cabinet d'instruction et une brigade économique et financière spécialisés.

«Dans le cadre de l'enquête sur l'avion transportant la cocaïne, un Français, un Espagnol et un Malien ont été inculpés pour trafic international de cocaïne», a affirmé M. Théra lundi soir à la télévision nationale malienne. C'est la première fois que le Mali confirme officiellement que le Boeing transportait de la drogue. Une source proche du dossier a identifié l'Espagnol par un seul prénom, «Miguel», indiquant qu'il s'agit d'un ancien policier espagnol. Les trois personnes inculpées sont détenues au Mali. Aucune indication n'a été fournie sur leur identité, les dates de

leur arrestation et les lieux de leur détention. D'après des sources proches du dossier, tous trois feraient partie d'une dizaine de suspects arrêtés depuis plusieurs mois dans le pays où, début novembre 2009, le Boeing 727 venant du Venezuela et transportant de «la cocaïne et d'autres produits illicites», selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), avait atterri dans la région de Gao (nord). Après avoir déchargé son précieux contenu, les trafiquants avaient incendié l'appareil. Parmi les personnes arrêtées au Mali, figure un pilote français, appréhendé en mars et soupçonné d'être impliqué dans divers trafics de drogue. Des arrestations ont également eu lieu au Maroc, autre nœud des trafiquants qui y faisaient transiter la cocaïne, selon des sources sécuritaires marocaines et maliennes, qui n'ont pas fourni plus de détails. En mars, des sources proches du dossier et sécuritaires maliennes avaient annoncé à l'AFP l'arrestation de deux hommes considérés comme de «grands suspects» dans le cadre de l'enquête, pour laquelle le Mali recherchait six suspects, en fuite, incluant de riches commerçants. Les deux «grands suspects», tous deux de peau claire selon des photos montrées à un journaliste de l'AFP, se

présentaient comme des commerçants. L'un des deux hommes est originaire du Sahara occidental (il est né à Lâayoune) et a la nationalité malienne, il vivait entre les camps de Tindouf (extrême sud-ouest algérien) et le Mali, où il a de la famille, et parle «parfaitement l'espagnol», tandis que l'autre est de nationalité malienne. En avril, un responsable au ministère malien de la Justice avait évoqué, sans en préciser l'origine, des «pressions» pour obtenir la libération des ces deux principaux suspects. Le président malien Amadou Toumani Touré a toutefois donné «le feu vert pour faire toute la lumière sur l'affaire», avait-il précisé.

«Nous avons écouté et relâché des élus, des protagonistes. Personne ne sera protégé, le gouvernement nous a donné le feu vert sur l'affaire», avait aussi déclaré un enquêteur.

L'Afrique de l'Ouest est considérée par les agences internationales de la lutte contre la drogue comme un point de transit important dans le commerce de stupéfiants venant d'Amérique latine et destinés à l'Europe. Plusieurs bandes de trafiquants, dont certaines notoirement liées Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), sévissent dans le Sahara, de l'Algérie à la Mauritanie en passant par le Mali et le Niger.